

Points névralgiques du Proche-Orient

Adnan Moussally

Volume 12, Number 4, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701280ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701280ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Moussally, A. (1981). Points névralgiques du Proche-Orient. *Études internationales*, 12(4), 791–800. <https://doi.org/10.7202/701280ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

POINTS NÉVRALGIQUES DU PROCHE-ORIENT*

Adnan MOUSSALY**

Préambule

Pour les besoins de la présente étude bibliographique nous avons retenu en particulier, trois ouvrages, à savoir: *Dimitrov et les roses d'Arabie* de Béchara Ménassa, *La Méditerranée sans les Grands?* de Charles Zorgbibe et *The Middle East and the United States*, édité par Haim Shaked et Itamar Rabinovich. À cette liste sommaire viennent s'ajouter deux autres titres: *Afro-Arab Fraternity* de Georges Roberts et *The Arab-African Connection* de Victor Vine lesquels traitent d'un aspect à part et qui déborde, d'ailleurs, le cadre géographique du Proche-Orient, n'entretenant avec lui que des liens ténus. Les rapports des Arabes avec l'Afrique noire à travers constituent un sujet intéressant, en lui-même, mais l'impact d'un rapprochement entre ces deux peuples demeure marginal.

La recherche d'un dénominateur commun en vue d'une synthèse possible nous a poussé à reléguer au second plan les relations afro-arabes. Mais même avec cette simplification, il subsiste d'autres difficultés à surmonter, puisque d'un auteur à l'autre, l'optique change ainsi que les délimitations historiques et géographiques. Bien sûr qu'il existe des regroupements, des chevauchements et des affinités, mais les divergences dans le fond et la méthode laissent entendre des sons de cloches fort disparates, et dénotent des préoccupations différentes. C'est dire la complexité du problème et la subjectivité des solutions qui ne tiennent compte que d'une partie des facteurs essentiels.

Facteur stratégie

Charles Zorgbibe analyse l'importance du corridor méditerranéen du point de vue stratégique et en fonction de l'arsenal sophistiqué dont disposent les grandes puissances. Il conclut à l'insignifiance de cette artère, à moins d'être confronté à une guerre classique.

* MENASSA, Bechara, *Dimitrov et les roses d'Arabie: Idéologies, religions et pouvoir dans le Moyen-Orient arabe*, Paris, Galilée, 1980, 157 p.

ROBERTS, George O., *Afro-Arab Fraternity: The Roots of Terramedia*, Beverly Hills, (Cal.), Sage Publications, 1980, 252 p.

SHAKED, Haïm and RABINOVICH, Itmar, *The Middle East and the United States: Perceptions and Policies*, New Brunswick, (N.J.), Transaction Books, 1980, 439 p.

LE VINE, Victor T. et LUKE, Timothy W., *The Arab-African Connection: Political and Economical Realities*, Boulder (Col.), Westview Press, 1979, 173 p.

ZORGBIBE, Charles, *La Méditerranée sans les Grands?*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Perspectives internationales », 1980, 176 p.

** Professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, Québec.

Mais selon lui, cette hypothèse n'est pas à écarter du revers de la main, puisqu'il y a une volonté de contenir les conflits régionaux ou de les empêcher de dégénérer en une guerre mondiale. Il y va donc de l'intérêt des super-puissances de faire en sorte que les parties en cause n'aient recours qu'aux seules armes conventionnelles. Le cas échéant, l'Est de la Méditerranée peut encore garder une valeur stratégique non négligeable.

C'est peut-être pour cette raison que les États-Unis et l'URSS essaient de consolider leur présence dans la région. Mais le fait que les Américains apportent un soutien inconditionnel à l'État d'Israël accule les Arabes au pied du mur, ne leur laissant d'autre choix que d'invoquer l'aide de l'Union soviétique. Il s'ensuit donc une escalade de la tension qui s'avère très dangereuse, surtout dans cette partie « chaude » du globe. Mieux vaudrait, pour la cause de la paix, substituer une présence européenne, beaucoup plus impartiale, à celle des superpuissances. Si valable que puisse paraître cette solution, elle n'en relève pas moins du domaine des vœux pieux, car la réalité politique ne semble pas donner des signes d'une évolution probable dans ce sens.

Facteur idéologie

Menassa semble abonder dans le même sens que Zorghibe lorsqu'il suggère que les Américains n'ont pas besoin de places fortes au Moyen-Orient pour contrer l'expansion soviétique. Toutefois il en diverge quant à la solution proposée. Selon lui, l'Islam est un allié naturel du monde libre du fait de son incompatibilité avec le marxisme athée, en dépit de la camaraderie de parcours qu'affichent envers celui-ci certains dirigeants arabes. En fait, le communisme est rejeté par les masses et le duel qui les opposera sera sans merci.

Pour soutenir sa thèse Menassa recourt à l'analyse des idéologies régnantes dans le monde arabe et de leurs rapports avec le communisme. Il s'attarde aux divers coups d'État qui ont débouché sur la prise du pouvoir par le parti Baas en Irak et en Syrie pour en conclure à la primauté du nationalisme et du fondamentalisme religieux sur toute autre considération politique. Les déboires du communisme en Égypte, en Irak et en Syrie montrent l'imperméabilité de ces peuples à l'idéologie marxiste totalitaire.

Facteur perceptions

En revanche, les actes du Colloque sur le Moyen-Orient et les États-Unis édités par Haïm Shaked donnent au conflit israëlo-arabe une importance capitale et invitent les Américains à y jouer un rôle accru, d'autant plus qu'ils ont depuis la Deuxième Guerre mondiale remplacé la Grande-Bretagne au Moyent-Orient. Mais, pour être plus efficace leur politique doit tenir compte des perceptions que se font des États-Unis les peuples de la région. Les communications présentées dans cet ouvrage font état des intérêts des E.U., de leurs objectifs, de la démarche du Président Carter en vue de régler le contentieux israëlo-arabe.

En ce qui concerne l'Europe, elle devrait aligner sa politique en cette matière sur celle des États-Unis au lieu d'essayer de lui faire concurrence. Car, l'Union soviétique guette le moment opportun pour entrer en force et les alliés ne doivent pas lui offrir cette chance en affichant des points de vue divergents. Le monde libre ne doit surtout pas succomber au chantage arabe en surestimant les dégâts qu'un embargo pétrolier pourrait leur causer. Les Arabes ont autant besoin d'écouler leur pétrole que l'Occident a besoin d'en acheter. Israël y est présenté comme le seul allié sûr des États-Unis, un bastion de démocratie et un garde-fou contre l'expansion soviétique. D'où la nécessité de toujours pourvoir à sa sécurité, de lui fournir une aide militaire et économique accrue et de défendre sa politique dans les forums internationaux.

Facteur alliances

Le boycottage arabe auquel a été soumis l'État d'Israël depuis sa création l'a conduit à se chercher des débouchés en Afrique noire. Israël apportait son assistance technique à des pays qui en avaient besoin, leur achetait les matières premières et leur vendait les produits finis. De la sorte, son économie ne souffrait que très peu de l'interdit imposé par ses voisins et sur la scène internationale Israël pouvait compter sur l'appui d'un bon nombre de pays africains.

Les Arabes ont pris du retard avant d'agir pour colmater cette brèche qui risquait de rendre leur boycottage insignifiant et les privaient de certains votes très utiles aux Nations Unies. Dans leur campagne de récupération, ils vont mettre à profit les quelques atouts naturels dont ils disposent : pétro-dollars, Islam et intérêts communs. La coopération entre Israël et l'Afrique du sud sera mise à jour ; le sionisme deviendra l'équivalent de racisme et d'impérialisme. Et moyennant une aide financière substantielle, le tour est joué. L'Afrique coupe ses amarres avec Israël.

Mais la victoire facile des Arabes sur leur adversaire en terre d'Afrique est très aléatoire. Il faut l'alimenter de promesses d'aide financière à des pays de plus en plus pauvres et surtout savoir tenir ses promesses, sinon le désenchantement ne tardera pas à se manifester. Le mince gain que les Arabes peuvent tirer de ces nouvelles alliances est disproportionné par rapport aux sacrifices qu'ils doivent consentir et tôt ou tard l'enthousiasme cédera le terrain à l'indifférence.

Pour une mise au point

Le spécialiste des questions du Moyen-Orient tout autant que le lecteur profane auront intérêt à parcourir les ouvrages précités pour la somme imposante d'information qu'ils contiennent, mais aussi pour la variété des points de vue et l'originalité des solutions proposées. Toutefois une certaine difficulté peut subsister du fait de la confusion terminologique ou de l'imprécision des aires géographiques couvertes par les termes Proche et Moyen-Orient, qui pour certains s'équivalent, pour d'autres non. Le débat pouvant faire appel à des notions historiques plus ou moins éloignées dans le temps, la transparence exige qu'on situe les événements évoqués dans leur contexte ou de s'en tenir à l'époque contemporaine, mieux connue par la masse des lecteurs.

Le Proche-Orient comprend dans le sens le plus restreint du terme tous les pays arabes d'Asie, plus Israël et l'Égypte. Dans un sens plus large, il peut s'étendre pour inclure aussi la Turquie, l'Iran, l'île de Chypre, voire une partie de l'Afrique du Nord. Des raisons socio-économiques et historiques peuvent justifier un tel découpage. Aussi, convient-il de procéder à une délimitation préalable de l'aire géographique, si l'on veut éviter la confusion et de réserver l'appellation Moyen-Orient, qui nous vient de l'anglais, aux pays situés entre le Proche et l'Extrême-Orient.

Le but de notre analyse étant d'examiner les points névralgiques de la situation du monde arabe tels que le problème palestinien, les régimes politiques et la question libanaise, il nous a paru opportun de nous tenir à l'acception restreinte du terme. Cela ne veut pas dire que les pays exclus sont indifférents aux conflits qui opposent leurs voisins, mais qu'il est possible de ne pas en tenir compte dans un premier temps, sans pour cela nuire aux résultats, étant donné le rôle amenuisé qu'ils jouent présentement. Depuis le renversement du Chah en 1979, l'Iran est occupé sur le plan interne par les mouvements autonomistes des Kurdes, des Turcomanes, des Arabes, etc., et son conflit avec l'Irak draine la majeure partie de ses énergies. De son côté, la Turquie fait face à une opposition armée, à des crises ministérielles et son conflit avec la Grèce est loin d'être terminé.

Une autre délimitation, celle-là d'ordre chronologique, s'impose, à moins de vouloir remonter le fil du temps jusqu'au Déluge. Il est vrai que l'explication historique a ses avantages, mais elle n'est jamais exempte de gros inconvénients. La sélection et la manipulation de ses données servent parfois d'alibi aux problèmes actuels. Mieux vaut choisir une date récente qui représente un tournant décisif dans l'évolution du Proche-Orient et à partir de là faire un bref historique qui mène au présent.

La fin de la Première Guerre mondiale serait un point de repère valable parce qu'il coïncide avec l'effondrement de l'Empire ottoman; annonce le mandat ou le protectorat de la France sur le Liban et la Syrie, de l'Angleterre sur la Palestine, l'Irak, la Transjordanie et l'Égypte; met au jour la Déclaration Balfour (1917) en faveur de la création d'un foyer pour les Juifs en Palestine nonobstant les promesses faites par la Grande-Bretagne au Chérif de la Mecque; correspond à l'éveil du nationalisme arabe qui n'a pas cessé depuis de se chercher une voie et des principes à travers la profusion des partis politiques; ressuscite l'Islam en tant qu'idéologie de résistance et mouvement de réforme.

Mais les retombées de la Deuxième Guerre mondiale sont encore plus marquantes car elles appartiennent au vécu d'une génération qui a produit des chefs dont certains détiennent toujours les rênes du pouvoir. C'est en 1946 que la Syrie et le Liban prennent officiellement leur indépendance. Une année plus tard, les Britanniques évacuent la Palestine à la veille du premier conflit israëlo-arabe qui a prélué à la création de l'État d'Israël. Le premier coup-d'État en Syrie date de 1949, suivi par celui de l'Égypte contre la monarchie de Farouk en 1952. L'attaque tripartite (France - Angleterre - Israël) sur le canal de Suez en 1956 marque l'éclipse de l'influence franco-britannique sur la région; entraîne l'union de l'Égypte avec la Syrie tout en affirmant le leadership de Nasser sur le monde arabe.

C'est peut-être le revers de 1956 qui a incité bon nombre de pays arabes limitrophes d'Israël à se tourner vers l'Union soviétique pour s'approvisionner en armement après avoir compris que l'équilibre régional tel que l'entendaient les Américains devait toujours pencher du côté d'Israël. Mais aucun des ces États ne voulait vraiment basculer dans le camp soviétique et les dirigeants arabes espéraient que leur geste, symbolique au départ, porterait les États-Unis à réviser leur position vis-à-vis du conflit.

Les États-Unis réagissent mal au rapprochement de la République arabe unie et du bloc soviétique et cherchent par tous les moyens à tuer dans l'oeuf cette ouverture de crainte qu'elle ne fasse boule de neige. Ils coupent les vivres à Nasser, retirent leur appui financier au projet du barrage d'Assouan et favorisent la fédération de la Jordanie avec Bagdad pour contrecarrer l'union égypto-syrienne. Mais ces mesures n'arrivent pas à dissuader Nasser qui riposte par un plan de nationalisation de grande envergure, décrète une série de mesures socialisantes, confie le grand barrage aux Soviétiques et mène une campagne de propagande contre les régimes arabes traditionalistes ou pro-américains.

Le 14 juillet 1958 la monarchie hachémite d'Irak tombe et avec elle s'effrite la fédération irako-jordanienne. L'immixtion de la R.A.U. dans les affaires libanaises s'intensifie à tel point que lorsque Camille Chamoun sollicite le renouvellement de son mandat en tant que Président de la République, des émeutes éclatent à Beyrouth et n'était-ce de l'intervention militaire américaine, une guerre civile aurait ravagé tout le pays. Entre-temps l'Union soviétique se faisait le champion des régimes progressistes arabes qui tenaient tête à l'impérialisme américain et à son allié, le sionisme.

Les Superpuissances

L'escalade de la tension entre Soviétiques et Américains par peuples interposés avait pour enjeu le vacuum créé dans la région du Proche-Orient par le retrait des puissances

colonisatrices traditionnelles et la course vers un nouveau rapport de force entre les superpuissances.

L'instabilité dans une région quelconque a souvent tourné en faveur de l'Union soviétique qui en a conclu à l'importance de déstabiliser, en premier temps, les zones où elle chercherait à étendre son influence. C'est dans cet esprit que l'URSS encouragea la création de l'État d'Israël et fut l'une des premières puissances à le reconnaître en vue d'utiliser ce levier à ses fins propres. Si par après Moscou choisit le repli, ce n'est pas comme l'affirme Charles Zorgbibe¹ parce que son calcul était faux, mais plutôt en conformité avec son principe de base et de sa tactique ambivalente. D'ailleurs, n'était-ce la présence d'Israël soutenue par les États-Unis, les Arabes n'auraient jamais établi les liens qu'ils ont eu avec l'Union soviétique. La position des partis communistes locaux ne semble pas avoir inquiété outre mesure les dirigeants soviétiques.

La situation géographique des pays du Proche-Orient leur permet de contrôler jusqu'à un certain point la partie orientale de la mer Méditerranée qui a, il est vrai, perdu beaucoup de son prestige après la découverte du Nouveau Monde. Mais avec le regain d'intérêt pour cette partie du globe qui regorge de ressources pétrolières et peut-être à cause des foyers de troubles qui risquent d'embraser toute la région, le corridor méditerranéen reprend son caractère de voie de communication à la fois vitale et vulnérable.

Des raisons d'ordre économique et stratégique ont donc conduit les deux grandes puissances à s'immiscer davantage dans les affaires du Proche-Orient. Il faut se rappeler que la création de l'État d'Israël en 1947 a été rendue possible grâce à la bénédiction des États-Unis, mais aussi à la faveur d'un appui de l'Union soviétique. Washington et le Kremlin avaient des raisons diamétralement opposées pour agir dans le même sens. Les Américains prétendaient vouloir réparer l'injustice commise par les nazis à l'encontre des juifs, mais espéraient pouvoir faire de ce nouvel État un allié inconditionnel. Quant aux Soviétiques, Israël leur apparaissait comme un moyen de déstabilisation interne de la région. Les deux superpuissances n'avaient pas complètement tort puisque Israël a servi, on ne peut mieux, les deux causes.

Les déboires des Arabes

Les maladroites des Arabes et leurs revers militaires ont profité à l'Union soviétique qui a répondu favorablement aux sollicitations de certains régimes arabes en vue de l'achat d'armes et de munitions. En plus de représenter des débouchés fort lucratifs à son industrie militaire, ces pays arabes se devaient de lui ouvrir leur porte pour toutes sortes de transactions et de fil en aiguille, quelques-uns d'entre eux ont failli faire partie de la zone d'influence de l'Union soviétique, d'autant plus que le « lobby » juif ne permettait pas à l'administration américaine d'agir librement.

La cuisante défaite des armées arabes en 1967 aux mains des Israéliens ne faisait plus de doute sur la collusion de l'Union soviétique et des États-Unis au préjudice des Arabes. Une défaite d'Israël était inacceptable pour l'Amérique et peu rentable pour les Soviétiques qui entendaient garder les pays arabes sous leur dépendance en perpétuant leur besoin vital de se réarmer. Les pays arabes engagés dans la lutte n'avaient cependant pas une grande marge de manoeuvre et devant l'hostilité affichée de l'Occident se rabattaient sur la délicate amitié du bloc soviétique qui, au moins, leur fournissait des armes défensives. Mais un certain malaise couvait dans les rapports entre les pays arabes progressistes et l'Union soviétique. Officiellement on maintenait le baromètre des liens d'amitié au beau fixe. Mais dans les coulisses, le

1. *La Méditerranée sans les Grands ?* Paris, PUF, 1980, p. 10.

Kremlin critiquait l'hyper-confiance des chefs arabes qui ont induit en erreur leurs alliés en leur promettant une victoire écrasante. En lieu et place ils se sont fait battre à plate couture en six jours laissant intact sur le champ de bataille un équipement de premier ordre. En revanche, aucun dirigeant arabe n'était prêt à assumer la responsabilité de la défaite, chacun d'eux s'est vite fait des excuses pour sauver la face. Des rumeurs, non démenties par les média officiels, circulaient à l'effet que les armes livrées à Israël par les États-Unis étaient offensives et supérieures en qualité et en quantité à celles que l'Union soviétique a bien voulu fournir aux Arabes.

L'arme du pétrole

Pour briser ce cercle vicieux les Arabes se devaient de recourir à un atout majeur dont il disposait, mais qu'ils n'ont pas encore exploité comme il faut. Il s'agissait de faire intervenir l'arme du pétrole qui était pour la majeure partie entre les mains des régimes traditionalistes. Qu'à cela ne tienne. Les progressistes vont faire les premiers pas en vue de composer avec les monarchies absolues et celles-ci vont répondre favorablement pour s'acheter la paix et éloigner la menace communiste. Le rapprochement se fera donc au prix d'une mise en veilleuse des mesures socialisantes et les achats d'armes se feront comptant sans autre obligation morale de la part de l'acquéreur. Sur le plan idéologique, la nouvelle solidarité arabe qui se voulait au-dessus des différences de régime a ravivé les tenants du retour aux valeurs ancestrales de l'Islam et les dirigeants progressistes étaient obligés de les réhabiliter et de leur permettre une certaine participation dans les affaires publiques. On en est vite arrivé à la conclusion qu'il fallait libérer le régime et arrêter le nivellement vers la base. D'ailleurs l'opinion populaire voyait d'un mauvais oeil l'amitié entretenue avec le bloc soviétique car elle n'a pas épargné à la population la disgrâce sur le plan militaire.

L'Islam

Force est donc de remettre en cause la tendance bien en vogue en Occident qui consiste à réduire l'Islam à un ensemble de pratiques primitives, alors que cette religion monothéiste étonne pas son dynamisme et sa capacité de renouvellement. Le message de son prophète n'a pas la rigidité qu'on tente, à tort d'ailleurs, de lui accoler puisqu'il est ouvert aux changements en fonction du temps et du lieu. Il incite à la recherche scientifique pourvu que celle-ci se fasse avec conscience et pour le bien de l'humanité.

La révolution islamique en Iran contre la dynastie absolue des Pahlavi incitera les couches populaires dans les pays arabes à se pencher sur les préceptes de l'Islam et l'on ne tardera pas à découvrir leur sens inné de l'équité sociale: le droit à la propriété privée n'y est respecté que là où il ne génère pas d'abus; la participation des riches au bien-être social des démunis est obligatoire; l'accusé reste innocent jusqu'à preuve du contraire, etc. Tout musulman, ou musulmane, a droit à la vie, à l'éducation, au travail, aux soins médicaux, à la liberté d'expression peu importe la couleur de sa peau ou son origine ethnique. Il est d'ailleurs écrit dans le Coran que Dieu a créé la multitude des peuples pour que ceux-ci s'entraident et apprennent à se connaître.

L'ensemble des mesures socialisantes véhiculées par l'Islam ont fait croire aux dirigeants du Kremlin que la communauté musulmane est une proie facile et que son terrain est propice au communisme. L'Union soviétique pensait avoir un double avantage de tenter sa chance en cette direction en vue d'agrandir ses zones d'influence et de mettre la main sur les richesses pétrolières dont regorgent l'Arabie séoudite, le Kuwait et l'Iran. Mais l'expérience lui a démontré qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres.

En conséquence la politique soviétique va essayer quelques déboires majeurs au Proche-Orient: ses rapports avec l'Irak deviendront tendus à cause de la persécution des communistes par le régime de Saddam Hussein. L'Iran de Khomeini lui en voudra à cause de l'invasion de l'Afghanistan. Se sentant isolé du monde arabe, embourbé au Liban et confronté à Israël le régime de Hafez Assad en Syrie est quasiment le seul à avoir signé un traité d'amitié avec l'Union soviétique. Mais c'est un régime répressif qui ne jouit pas d'un appui populaire et qui continue à persécuter l'aile militante du parti communiste syrien dont le chef s'est réfugié en France.

Béchara Ménassa de *Dimitrov et des roses d'Arabie*² accorde à l'Islam un mérite insoupçonné: son incompatibilité avec le communisme athée. Alors que le christianisme et le judaïsme s'accommodent tant bien que mal du marxisme, la religion de la majorité des Arabes fait échec à toutes les tentatives expansionnistes du bloc soviétique. Condamnée par la majorité des pays musulmans pour son invasion de l'Afghanistan, l'Union soviétique y rencontre une opposition des plus farouches. L'Égypte a rompu ses amarres avec l'URSS et les partis communistes dans tous les pays arabes sont marginaux et ne peuvent oeuvrer que dans la clandestinité.

Le monde arabe, soutient Ménassa n'a retenu du stalinisme que son instigation à la révolution et son culte de la personnalité. Quant au marxisme intégral, il n'a jamais réussi à embrigader les masses populaires et encore moins les régimes en place. Les démêlés des communistes avec le parti Baas en Irak et en Syrie se sont toujours soldées à l'avantage de ce dernier, bien qu'il soit moins organisé car il a toujours pu compter sur un appui populaire qui faisait défaut chez ses adversaires.

Le Nationalisme

Mais à lui seul, l'Islam n'aurait pas pu résister à l'incursion du communisme dans les pays arabes, s'il n'était pas soutenu par un allié de taille: le nationalisme arabe, jeune et dynamique. L'éveil du nationalisme dans le monde arabe a moins de cinquante ans et doit beaucoup aux idéologies développées par l'Occident au XIX^e siècle. Métamorphosées par une rhétorique orientale et obnubilées par un colonialisme qui cherche à diviser pour régner ou à faire trop étendre pour mal embrasser, ces mêmes idéologies ont débouché sur trois définitions égocentriques du nationalisme lesquelles se sont matérialisées par trois partis politiques. Les Phalanges de Pierre Gemayel se considéraient comme les descendants des Phéniciens et à ce titre formaient une nation distincte ayant pour cadre géographique les frontières du Liban telles que décrétées par la France. Antoine Saadé fondateur du parti populaire syrien leur dispute cette interprétation cavalière de l'histoire et dénonce leurs intentions confessionnelles à peine voilées pour conserver l'hégémonie chrétienne. Son nationalisme a-confessionnel visera tout le croissant fertile ou ce qui est convenu d'appeler la Grande Syrie parce que ce territoire aux frontières naturelles a toujours été le creuset où s'est forgée une âme syrienne distincte. Michel Aflak reconnaissant à l'islam ses antécédents d'unification des Arabes et de leur gloire penchera vers un nationalisme qui engloberait tous les arabophones du Golfe persique à l'Océan Atlantique. Le motto du parti Baas qu'il fonde et dirige c'est, « une seule nation arabe à message éternel » (celui du Coran).

Ces trois partis nationalistes voient le jour entre 1933 et 1940 et ne cessent d'influer sur les événements et les déchirements que vit actuellement le monde arabe. Ils sont l'oeuvre de trois personnes de confession chrétienne qui visent au pouvoir par voie démocratique si possible, sinon par coups d'État. D'ailleurs, le processus démocratique semble trop lent pour ces doctrinaires qui n'ont su attirer qu'une infime partie des masses populaires dans leurs

2. *Op. cit.*, p. 149.

rangs respectifs. Pour pallier cette lacune, ils se sont lancés dans la course au recrutement des officiers, à la création de milices para-militaires et à la sollicitation d'appuis étrangers à leurs efforts en vue de se saisir du pouvoir.

C'est dans cet esprit que les Phalanges, faute de pouvoir s'assurer d'une majorité au Parlement, ont institué un gouvernement parallèle qui gère les affaires et impose ses vues dans certaines régions du Liban où l'État est quasi absent. L'histoire de P.P.S. est jalonnée de coups d'État manqués, de complots avortés et d'alliances souvent commandées par une sorte de « *realpolitik* » tant soit peu compromettante. Le Baas est au pouvoir en Syrie et en Irak à la faveur de coups d'État militaires appuyés par l'aile civile dont le rôle principal consiste à lui donner un semblant de légitimité. D'ailleurs, chaque prise du pouvoir est baptisée révolution contre la corruption du régime précédent.

La patience n'est pas de mise dans une région où règne un complexe de rattrapage et où les idéologies politiques sont doublées d'une mission prétendument salvatrice. D'où affrontements verbaux avec recours aux armes comme ultime moyen de s'imposer ou de se défendre. Phénomène curieux, les deux factions du même parti Baas au pouvoir en Irak et en Syrie sont à couteaux tirés et s'accusent mutuellement de déviation idéologique. Les maronites au Liban forment trois cliques qui se sabordent, voire tentent de se liquider. La présence des Palestiniens sur leur territoire ne facilite pas la tâche des pacificateurs qui sont entraînés bon gré mal gré dans le borborygme. C'est dire l'impossibilité de trouver dans l'immédiat une solution globale au marasme qui sévit dans ce pays où les factions opposées recourent aux armes pour régler leurs différends.

La Crise libanaise

Le Liban est un microcosme du monde arabe puisque toutes les tendances y sont présentes et mènent la lutte à ciel ouvert. S'agit-il d'un accident de parcours ou d'un phénomène inéluctable? Quoi qu'il en soit, cette guerre qui dure depuis près de six ans a perturbé l'économie du pays fait beaucoup de victimes innocentes et débouché sur un *démembrement de facto* de l'entité libanaise. La tournure des événements semble n'avantager qu'Israël, aussi est-il légitime de penser qu'il serait dans l'intérêt de cet État d'embraser la conflagration tout en versant des larmes de crocodiles sur le sort de la communauté chrétienne dont il prétend vouloir empêcher le génocide.

La destruction du Liban en tant que pays et peuple donnerait raison à la thèse sioniste voulant que l'uniconfessionnalisme soit la seule raison d'être valable d'un État. Israël pourrait aussi espérer qu'une partie des activités touristiques, commerciales et industrielles à la recherche d'un pied à terre, moins turbulent, pourra être attirée vers Haïfa ou Tel Aviv, renflouant ainsi la situation économique désastreuse qui sévit en Israël. En outre, la présence d'un mini-État tampon à sa frontière nord prémunira Israël contre les incursions palestiniennes.

Il y va donc de l'intérêt des Libanais de se trouver une solution pacifique à leurs différends et de faire le partage entre les vrais et les faux amis. La communauté mondiale ne doit pas rester indifférente aux malheurs d'un peuple qui a longtemps défendu, contre vents et marées, la démocratie, la liberté d'expression et la tolérance. Et il est donc à souhaiter que la guerre libanaise ne soit qu'un accident de parcours dont la solution ouvrira la voie au règlement du conflit beaucoup plus complexe qui oppose Arabes et Israéliens.

Les Palestiniens

La question palestinienne fait couler beaucoup d'encre mais personne ne peut affirmer avec certitude qu'on évolue pour autant dans le sens d'une vision globale. La raison

principale de ce cul-de-sac dans l'analyse réside, de toute évidence, dans la nature du problème et dans la partisanerie, affichée ou camouflée, de bon nombre de chercheurs, analystes et spécialistes. Chacun, à sa façon, fait dire à l'histoire ce qui va de pair avec sa thèse, cherche à imprimer dans l'esprit de ses lecteurs une certaine orientation pour que ceux-ci prennent position en faveur du camp qu'il défend. Peu de gens désintéressés ont participé à ce débat du siècle, soit parce qu'ils se sentent perdus dans le labyrinthe inextricable du phénomène, soit qu'ils veuillent éviter le tollé des détracteurs.

En fait depuis la création de l'État d'Israël en 1948, le sionisme international s'est acharné à faire du gouvernement de ce pays un « intouchable » en ce qui concerne les décisions qu'il prend. L'équation: critique du gouvernement israélien = antisémitisme subjuga l'esprit occidental culpabilisé qu'il était par l'holocauste nazi dont l'atrocité lui était toujours rappelée. L'Européen pas plus que l'Américain ne pouvait battre sa coulpe et laisser planer sur lui la moindre ombre de doute d'antisémitisme. On a tu à dessein une vérité qui aurait dû éclater aux yeux: l'Arabe qu'on condamnait aux géhennes est lui aussi un sémite et peut-être plus sémite que l'Israélien fraîchement débarqué de je ne sais quelle capitale européenne.

Mais par un concours de circonstances, certaines données du problème vont changer à partir de 1973 et l'interdit formel va perdre de sa vigueur. L'Europe, le Japon d'abord, puis l'Amérique vont petit à petit prendre conscience de l'importance du pétrole pour leur survie. Or 60% des réserves mondiales de l'or noir gisent sous le sable arabe et l'éveil du nationalisme forcera les magnats du pétrole à agiter cette arme en vue de ramener le monde soit-disant libre à réviser son attitude vis-à-vis du conflit israëlo-arabe. Là encore la propagande israëlienne essaiera, avec moins de succès, de culpabiliser l'Occident. Ses ténors s'indigneront en criant au scandale chaque fois qu'un État occidental fera la moindre concession aux Arabes. Pour quelques barils de pétrole, objectent-ils, vous sacrifiez vos principes. Comme si pour avoir des principes il faut être un inconditionnel d'Israël.

Les Écritures saintes sont mises à contribution pour soutenir, non seulement le droit à l'existence de l'État d'Israël, mais aussi et surtout son droit inaliénable à l'expansion et à la conquête. Les centaines de milliers de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés et *a fortiori* ceux qui vivent dans des camps de réfugiés, eux n'auraient aucun droit au chapitre. Ils seraient des terroristes dont il faut taire les revendications légitimes coûte que coûte. Cette attitude est d'autant plus révoltante qu'elle vient de gens de la trempe de Menahem Begin aux antécédants terroristes bien connus.

La pensée sioniste dont les déboires en Europe commencent à se multiplier va tenter de maintenir l'opinion américaine favorable à sa cause, en raffinant ses méthodes et en diversifiant son offensive. Par des colloques et des publications, l'élite israëlienne escompte influencer l'administration et le public des États-Unis en véhiculant des pseudo-vérités sur le monde arabe et l'Islam. De la sorte la perception que se font les Américains des peuples proche-orientaux, par intellectuels israëliens interposés, continuera à orienter leur politique dans cette partie du monde.

Deux professeurs de l'Université de Tel-Aviv, Haim Shaked et Itamar Rabinovitch viennent de publier les actes d'un colloque international sur « le Moyen-Orient et les États-Unis », organisé conjointement par les Centres Shiloah et d'études stratégiques de l'Université de Tel-Aviv et tenu en mars 1978³. Une intervention a été écartée d'office de la publication parce qu'elle traitait, nous dit-on dans la préface, d'un sujet dépassé par les événements.

3. *The Middle East and the United States*, New Jersey, Transaction, 1980, 405p.

L'absence de voix discordantes dans ce concert d'exposés savants ne laisse pas d'étonner et incite à connaître les vrais raisons derrière l'exclusion du chapitre portant sur la vente d'armes américaines à l'Égypte et à l'Arabie séoudite. Quoi qu'il en soit, les organisateurs du colloque ont voulu par la publication de ce livre prendre de court les changements récents ou imminents qui pourraient avoir un impact sur l'avenir d'Israël, à savoir l'élection de Reagan à la Maison Blanche, les élections prévues pour le 30 juin en Israël, les nouveaux efforts déployés pour régler le conflit Israëlo-arabe.

Dans tout dialogue au sujet du Proche-Orient surgit la question de perception: comment le proche-oriental perçoit l'occidental et par quel biais celui-ci se forme une idée sur l'habitant de l'Est de la Méditerranée. Ces deux perceptions, souvent opposées, déterminent leurs politiques respectives qui ne sont pas exempts de soubresauts, de volte-face, voire d'erreurs. Même si chercheurs, analystes et spécialistes ont produit une documentation considérable en vue de réduire le fossé qui séparent les protagonistes, ils n'ont pas réussi à détruire les préjugés ancrés dans l'esprit des gens et que nourrissent des siècles de malentendus et d'antagonisme.

L'Afrique noire

Deux autres livres⁴ publiés récemment viennent ajouter une nouvelle dimension à l'évolution de la situation au Proche-Orient en fonction des alliances conclues entre la plupart des pays africains et certains États arabes. Que cette entente assez récente soit le résultat d'une identification du sionisme au racisme ou qu'elle soit dictée par des impératifs d'ordre économique, son impact est mineur. Il est vrai que la cause arabe s'est assurée ainsi de la majorité des votes aux Nations-Unies, mais le veto américain et l'arrogance de l'État d'Israël font fi de toutes les condamnations de cette Assemblée internationale ou de celles de son Conseil.

Conclusion

Tous les ouvrages consultés, à quelques exceptions près, procèdent d'une doctrine préconisée depuis plus d'un siècle par les orientalistes et voulant que l'Orient soit fondamentalement différent de l'Occident. Le corollaire d'une telle conception implique que pour agir efficacement dans cette partie du monde, il faut au préalable bien se renseigner sur les idéologies, le comportement, les valeurs, etc. qui y prédominent. Autrement, le choc des cultures sera violent et les fiasco inévitables.

Mais pour démystifier l'enjeu par l'information soit-disant objective et l'analyse systématique des facteurs qui entrent en ligne de compte, les Auteurs en question colportent immanquablement des préjugés, et ne proposent que des solutions partielles et, partant, partiales. Selon eux, ce sont les États-Unis ou leurs alliés européens qui détiennent les clés de la crise proche-orientale laquelle ne sera réglée que lorsque le danger d'expansion communiste sera écarté.

4. George O. ROBERTS, *Afro-Arab Fraternity*, California, Sage Publications, 1980, 236p. et *The Arab-African Connection*, Colorado, Westview Press, 1979, 144 p.